

ESPAGNE

Isabelle Salud, Parti communiste d'Espagne

« La classe ouvrière espagnole a perdu des droits et des conquêtes sociales. Un accord patronat - syndicats a été signé permettant de faciliter les licenciements accompagnés de baisses de charges sociales. 37% des salariés sont en emploi précaire. Le besoin d'affronter la précarité comme celui de développer un mouvement convergent dans toute l'Europe, appelle un travail commun des forces progressistes. »

Nuria Lazano, Gauche unie et alternative de Catalogne

« Aujourd'hui, le patronat vise à abaisser le coût du licenciement. Les syndicats veulent des CDI et la limitation de la sous-traitance. La génération actuelle n'a pas de projet d'insertion dans la société.

Face à cela des propositions politiques sont avancées en Catalogne :

- plan de lutte contre la précarité, couvrant les contrats précaires, les salaires, les conditions de travail.
- sanctions pour les embauches à temps partiel dans la fonction publique.
- Limiter la sous-traitance avec la définition de l'activité principale et de l'entreprise principale. Et application des mêmes conditions salariales entre le donneur d'ordres et les sous-traitants,
- SMIC : 60 % du salaire moyen,
- pénalisation pour les entreprises qui délocalisent et reçoivent un soutien institutionnel ou utilisent du foncier public. Celui-ci devra être rendu à l'Etat.
- réduction du temps travail avec maintien du salaire,
- embauche des salariés immigrés clandestins,
- salaire minimum pour les chômeurs pour leurs besoins fondamentaux,
- opposition au dumping social initié en Europe ».

PAYS-BAS

Tiny Kox, du Parti socialiste

« Le modèle social dit des Polders et initié par le Parti Social-démocrate a été précurseur dans cette politique de précarisation, de mise en place de l'emploi partiel et de la réduction du coût du travail... Mais cela a développé de fortes poches de pauvreté et de chômage, notamment dans les grandes villes parmi les minorités ethniques et les jeunes. Le chômage y est le double du chômage moyen.

C'est aussi négatif pour les entreprises car ce type de développement fondé sur l'emploi précaire a fragilisé la croissance notamment dans les périodes de retournement de la conjoncture ».

GRANDE BRETAGNE

Kevin Halpin, syndicaliste anglais

« La Grande Bretagne connaît elle aussi de grandes luttes comme celle contre l'élévation de l'âge de la retraite dans la fonction publique (800.000 manifestants ce printemps). Mais le recul des droits des salariés, notamment de négociations, constitue un handicap. La conséquence de ce manque de droits a conduit à des situations dramatiques : chez Rover, la moitié des salariés licenciés n'a pas retrouvé d'emploi et

ceux qui en ont retrouvé doivent accepter des salaires amputés de moitié... tandis que les règles ultra-libérales en place empêchent même le gouvernement d'intervenir dans une entreprise pour empêcher une fermeture ».

LUXEMBOURG

Henri Wehenkel, de « La gauche »

« La belle victoire sur le CPE en France a conduit le gouvernement luxembourgeois qui voulait appliquer une mesure du même type à momentanément abandonner son projet. Pour autant, la politique libérale marquée des points, ainsi l'échelle mobile des salaires est remise en cause avec l'acceptation des syndicats. Cela est possible parce que le chômage a doublé en quelques années. Avec l'OPA sur Arcelor, le Luxembourg connaît un véritable ébranlement de toute la société. Elle n'est plus ce paradis fiscal permettant aux salariés de bénéficier de quelques miettes. Pour s'opposer au pessimisme grandissant et alors que le Parti socialiste au gouvernement accepte tous ces reculs il y a besoin d'alternatives concrètes. C'est une question de survie ».

PORTUGAL

Joao Frazao, du Parti communiste portugais,

« En Europe sur 100 salariés, 29 sont au chômage ou en emploi précaire, ils sont 36 au Portugal. Cela concerne les emplois les moins qualifiés et sous-payés et vise à baisser le coût du travail. Le remplacement des CDI par l'emploi précaire est une tendance lourde qui se développe avec l'explosion de la sous-traitance... Ils alternent avec des périodes de chômage. Ce n'est pas seulement les travailleurs qui subissent cette situation, mais c'est aussi l'économie qui régresse sur le plan de l'innovation avec une spécialisation sur les produits de faible qualité.

Il faut s'attaquer au faux travail indépendant, à la montée de l'économie informelle, non monétaire qui concerne un tiers des travailleurs dépourvus de protection sociale.

Le nombre de femmes en temps partiel est trois fois plus important que celui des hommes. Le recours au travail des enfants est maintenu (15.000 de 6 à 15 ans). Le chômage des jeunes explose (+ 1% par an depuis 1999).

Une initiative de marche pour l'emploi avec différentes organisations a été lancée (syndicats, organisations des travailleurs précaires, d'immigrés, féministes, de droits de l'homme, de chercheurs, ...

Au niveau Européen, il y a besoin de circulation des informations, d'échanges pour des objectifs immédiats concrets contre la stratégie de Lisbonne. Pourquoi pas dans le cadre d'un groupe de travail ?

Pour avancer, il faut aussi croire à l'efficacité de la lutte...».

GRECE

Marika Frangaki, de Synaspismos

« En Grèce, la flexibilité, notamment dans le tourisme et l'agriculture fait des ravages. Le chômage caché se développe par le recours aux emplois à temps partiel. Avec les privatisations, les services publics et les emplois permanents régressent. Les

Constats et propositions, luttes et initiatives

gouvernements socialistes et ceux de droite n'ont cessé d'appliquer les mêmes recettes.

Dans Le Livre vert publié par la commission européenne pour la flexsécurité avec la baisse des protections des salariés contre les licenciements, les Pays-Bas et le Danemark y sont présentés comme les exemples à suivre. Déjà les gouvernements édictent des lois s'en inspirant.

Face à cette urgence, il faut avoir la volonté politique de contrer ces mesures ultra-libérales sur trois axes de riposte :

- des objectifs chiffrés de recul du chômage et de la précarité avec une obligation de résultat aussi contraignante que les objectifs de limitation à 3% du PIB pour les déficits publics ou les 60% du PIB pour les dettes publiques. De tels objectifs doivent s'appuyer sur une mobilisation visant au recul de la flexibilité et du chômage,

- une bataille politique avec des solutions alternatives et la valorisation des actions allant dans ce sens. Elle cite en exemple les mobilisations en Autriche à l'occasion du sommet «Ecofin» à Vienne,

- la recherche de l'unité sur le plan social et politique avec un travail commun sur ces questions s'appuyant sur le GUE, le PGE, et toutes les autres formes de coopération entre les forces démocratiques.

Tous les ans les vingt-cinq États doivent proposer de réformer le processus de Lisbonne. Nous avons donc le cadre commun : chaque année en octobre ».

SUEDE

Rossana Dinamarca, députée du Parti de gauche

« En Suède l'intégration des jeunes dans l'emploi est un enjeu de la bataille pour les élections de septembre prochain. Alors que l'on veut accréditer l'idée que les jeunes "aimeraient la flexibilité", 96 % d'entre eux disent le contraire dans les sondages. D'où la proposition de création de 200.000 emplois stables notamment pour le secteur public et dans le bâtiment avec la construction massive de logements pour les étudiants. Cela permettrait de contrer la volonté de précariser les jeunes de moins de 24 ans avec notamment l'obligation d'accepter des jobs après six mois de chômage ».

ITALIE

Danielle Mazzonis de Refondation communiste et la Gauche européenne

« S. Berlusconi, a réussi à faire prédominer l'individualisme sur la démarche collective. Cela se traduit aussi par une volonté d'éradiquer le syndicalisme dans les entreprises, de décrédibiliser la fonction publique qui a perdu son prestige, de favoriser son externalisation, de mettre en place une flexsécurité avec de nouvelles formes de contrats. Ainsi on a développé des contrats de projets pour les universitaires ou des contrats qui ont visé à baisser systématiquement les cotisations salariales et patronales conduisant à une chute du niveau des retraites. On manque de travaux pour connaître l'ampleur et les conséquences de ces contrats, faute de statistiques. Et les syndicats n'ont pas encore pris la mesure de l'ampleur de ces sujets. Aujourd'hui, dans les entreprises de moins de quinze salariés, aucun statut n'est reconnu aux salariés et les effets des délocalisations sont dévastateurs dans les régions les plus riches: Quelles incitations financières pourraient dissuader les entre-

prises à délocaliser?

Par ailleurs, l'Italie a une pénurie grave dans la production d'énergie. Elle n'a développé ni le nucléaire ni les énergies alternatives. La réalisation d'un programme de développement de l'énergie pourrait créer de l'emploi dans le sud de l'Italie de même que les services à la personne (tourisme, sanitaire,...) et la culture...».

ALLEMAGNE

Manuela Wischmann, Linke-PDS

« Un tiers des salariés allemands sont à temps partiel, et les femmes à 50 %. Les petits jobs se développent. On a créé un nouveau type d'emploi intitulé "opportunité de travail" pour les chômeurs à environ 1 € de l'heure. Cela concerne 280.000 salariés. Les pressions sur l'emploi et les conditions de travail se renforcent. Un tiers des emplois sont payés au niveau du salaire minimum, Nous sommes confrontés au problème de la protection contre les licenciements avec la tentative d'introduction du système autorisant le licenciement sans justification les deux premières années après l'embauche qui faisait l'objet d'un accord entre le SPD et le CDU. Il a été abandonné après la suppression du CPE en France. Mais pour combien de temps ?».

REPUBLIQUE TCHEQUE

Jaromir Koblíček, du Parti communiste de Bohême-Moravie

« En république Tchèque les grandes entreprises privées sont détenues à 48 % par des entreprises d'Allemagne, 18 % d'Autriche, 10 % de France. Cela se traduit par une forte intensification du travail, le démantèlement des grandes entreprises comme Skoda, la casse de l'unité des employés avec la mise en place de petites unités. Tandis que les retraites sont attaquées : 40 % du salaire aujourd'hui contre 53 % en 1980. Les trois confédérations syndicales sont désunies.

Une grande bataille se déroule autour du Code du travail : les partis communiste et social démocrate veulent son maintien alors que la droite veut le détruire ».

CHYPRE

Vera Polycarpou Akel,

« Les événements en ont eu beaucoup d'écho à Chypre, notamment chez les étudiants. À Chypre il y a quatre ministres communistes, mais beaucoup de pression pour exiger un alignement, une harmonisation, pour réprimer et réduire les avantages sociaux, développer la flexibilité et le travail à temps partiel.

La force des syndicats, leur unité a permis de résister, même si des droits ont été perdus comme en décembre 2005 avec le recul de l'âge de la retraite des enseignants du second degré. Mais l'essentiel a été maintenu. Il existe encore une indexation des salaires sur l'évolution du coût de la vie, des droits et des accords collectifs avancés.

Un Forum chypriote (avec des grecs et des turcs) a permis d'inscrire les droits des travailleurs chypriotes dans une déclaration commune. On a ainsi essayé de défendre, notamment, le droit des turcs travaillant dans la partie grecque de l'île.

Le fait que le gouvernement chypriote se soit prononcé contre la directive Bolkenstein est un point d'appui pour tous les européens ».